

Histoire et patrimoine

L'Oribus n° 92 de janvier 2015 Six facettes de la vie aux XIX^e et XX^e siècles

L'Oribus, dans son n° 92 de janvier 2015, publie six articles, de six auteurs différents, traitant tous (sauf un) de la Mayenne, parfois au regard de l'histoire nationale. Ils concernent tous les XIX^e et XX^e siècles, mais sous un angle à chaque fois différent, souvent politique ou social.

En 1945, l'enseignement libre est asphyxié (Dominique Delaunay)

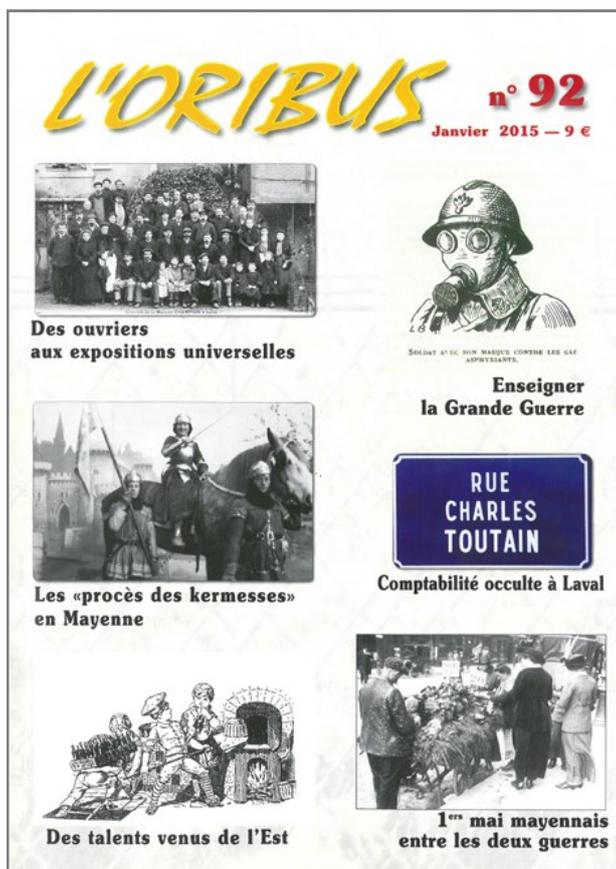
Fin du XIX^e siècle et début du XX^e siècle, les relations entre l'État et l'Église sont conflictuelles, et l'enseignement privé traverse une période difficile, mais ce sera « le temps des bienfaiteurs » pour reprendre un intertitre de Dominique Delaunay dans son évocation très documentée d'événements qui, eux, sont d'après-guerre.

En effet, en 1945, les subventions à l'enseignement privé sont supprimées. Les écoles, les enseignants, doivent alors survivre. Les salaires ne sont pas toujours payés le moment venu. Tel instituteur est agent d'assurances le jeudi ; tel autre, éleveur de lapins angoras, apiculteur et même ouvrier agricole l'été, se lève très tôt le matin pour aller à la pêche et nourrir ainsi sa famille.

Pour recueillir des fonds, les écoles se démènent. Le moyen le plus classique : les quêtes à la messe. Mais il y a aussi les kermesses (« *encore le seul horizon festif de bien des gens* ») ou les représentations théâtrales, plutôt l'hiver : du comique troupier d'avant-guerre au mélodrame, sans oublier les évocations historiques et religieuses, des pièces moralisatrices, voire de « *véritables super-productions* ».

Las, voilà que le fisc cherche à taxer le chiffre d'affaires des kermesses et manifestations théâtrales payantes. C'est généralement le curé de la paroisse qui doit rendre des comptes aux Contributions indirectes, et parfois à la Justice. En Mayenne, l'abbé Gendron, curé de Sainte-Anne-de-Marcillé, est le premier à se retrouver ainsi devant le Tribunal correctionnel.

Cette « affaire des kermesses », qui n'est donc pas localisée à la Mayenne, prend une tournure inattendue. Elle mobilise avocats, prélats, politiques, et toute la foule des sympathisants de



l'enseignement libre. D'où de premières grandes manifestations, mais aussi de brillantes plaidoiries qui amènent une jurisprudence contrastée... Pour sortir de la crise, il faudra néanmoins attendre 1951, puis 1959, et leurs « *textes législatifs salvateurs de l'enseignement privé* ».

Des Mayennais aux Expositions universelles (Michel Gaignard)

« *Les vingt-deux Expositions universelles qui eurent lieu entre 1850 et 1900, véritables vitrines de la seconde révolution industrielle, fondée sur l'électricité, le pétrole et la chimie, obtinrent des fortunes diverses* »... En 1889, vingt ouvriers mayennais (une seule femme) vont ainsi à Paris.

On leur octroie une somme de 100 F. Par contre, chacun des délégués doit produire un rapport rendant compte de ses observations.

Cela préfigure l'Exposition universelle de 1900, « *bilan d'un siècle* », toujours à Paris. Plus de 83 000 exposants, 216 hectares, 540 000 m² construits, plus de 50 millions de visiteurs... Cette fois-ci, la Mayenne dispose de 97 délégués qui vont séjourner environ une semaine dans la capitale. Michel Gagnard dégage quelques enseignements des métiers représentés et lève la voile sur les rapports que les délégués ont rédigés. « *Si quelques-uns de ces documents sont d'une brièveté peut-être excessive*, conclut en 1901 le rapporteur de la Commission municipale de Laval, *le plus grand nombre d'entre eux se recommande à l'attention du Conseil municipal* ».

Une trentaine d'Alsaciens s'installent en Mayenne au XIX^e siècle (Jean-Pierre Diehl)

L'auteur ouvre son récit par un clin d'œil : cinq cents ans avant les migrations qu'il va ensuite développer, Jean-Pierre Diehl évoque Béatrix de Gâvre, comtesse de Fauquemberg, dans les Flandres, qui épouse en 1286 Guy de Laval. Elle est venue avec des tisserands de Bruges qui se sont alors fixés à Laval pour y développer leur art.

Bien plus tard, en 1795, un capitaine alsacien, Johann Daniel Öhlert, est muté en Mayenne, département « *alors infesté de rebelles* ». Il repart treize mois plus tard, bataille encore, puis prend sa retraite à Laval : « *Bel exemple d'insertion d'un de ces soldats de passage qui épousa une fille du cru [Adèle Ferron] et s'installa en Mayenne* ». Son petit-fils, Daniel Öhlert, né en 1849, expert en géologie, a été conservateur des Musées d'archéologie et d'histoire de Laval.

Arrivés en Mayenne un peu par hasard ou délibérément, individuellement ou en petits groupes, ils ne sont pas tous militaires de passage. Jean-Pierre Diehl nous présente les brasseurs et cabaretiers, les horlogers, les pâtisseries, mais ils exercent bien d'autres métiers, et le plus souvent « *un métier pointu* ». Mais l'essentiel des arrivées, entre 1860 et 1910, s'effectue en relation avec le textile mécanique (c'est le cas de la famille Diehl). Alphonse Beck s'est aussi imposé comme teinturier, et Henri Herrenschildt comme ingénieur métallurgiste (exploitation de l'or à la Lucette).

Cette implantation, développe Jean-Pierre Diehl, a eu une conséquence : « *Elle a contribué à la revitalisation du protestantisme en Mayenne* ».

Une « comptabilité occulte » à la ville de Laval (Hélène Lindner-Bonnin)

Charles Toutain (1797-1874) a tenu un relais de poste aux chevaux, à Laval, et connaît une ascension sociale exemplaire. Il est maire de Laval de 1860 à 1874. Ses réalisations sont importantes, soutient Hélène Lindner-Bonnin : « *Sous ses mandats, la canalisation de la*

Mayenne est achevée, les promenades sont réalisées, un service de distribution des eaux est organisé. Il donne à la ville de Laval ses limites actuelles »...

Aux élections de 1874, la liste présentée par le Conseil municipal sortant ne rencontre aucune opposition. Jules Fay, jusque-là adjoint de Charles Toutain, est élu maire. Ce n'est qu'en 1876 que l'« affaire » éclate. Cela concerne le produit du droit des pauvres (prélevé sur les recettes des divers spectacles) et aussi les droits de place.

Charles Toutain, puis Jules Fay n'ont pas suivi la procédure administrative, d'où des accusations de comptabilité occulte. Les deux maires successifs ne sont jamais accusés d'avoir détourné des fonds à leur profit personnel. C'est bien une question de procédure. L'auteur relate enquête, polémiques, jugement et conséquences. Le quai Charles-Toutain est débaptisé en 1880. Il faudra attendre le 11 décembre 1981 pour que le Conseil municipal crée une nouvelle rue Charles-Toutain.

Quand le 1^{er} mai n'est pas encore la Fête du travail (Christophe Tropeau)

La journée du 1^{er} mai existait pour revendiquer la journée de huit heures. Mais c'est acquis, en France, en avril 1919, et même ratifié au niveau international, en octobre 1919, à la convention de Washington. Dès lors, s'interroge l'auteur, comment rebondir et se renouveler pour tenter de faire perdurer la journée du 1^{er} mai ?

Développant la « fragmentation revendicative » et la « fragmentation organisationnelle », Christophe Tropeau explique que « *la dispersion des revendications, d'une part, et la division syndicale, d'autre part, ne permettent pas au mouvement social de retrouver un élan de conquête* ». Le 1^{er} mai ne sera reconnu officiellement qu'en 1948 comme Fête du travail, fériée et payée.

Trois manuels pour enseigner la Grande Guerre (Jean Steunou)

Comment la Première Guerre mondiale a-t-elle été présentée aux élèves, s'interroge Jean Steunou ? Peut-on percevoir des évolutions dans la mise en scène pédagogique ? Les sensibilités des enseignants au fil des générations transparaissent-elles ? Pour répondre à ce questionnement, l'auteur a mis en perspective trois manuels de cours moyen... Dans deux manuels de l'entre-deux-guerres, « *dans un cas, le sentiment anti-allemand reste très présent, la guerre est assumée ; dans l'autre, le pacifisme s'impose, accompagné de la volonté d'émancipation sociale* ». Dans les années 1960, le ton est « *beaucoup plus apaisé* » : « *L'heure n'est plus à la haine antiallemande, bien au contraire* »... Jean Steunou développe son analyse en traitant les causes de la guerre, les combats, la paix. « *Cette étude, conclut l'auteur, pose le problème de l'objectivité en histoire confrontée au point de vue de l'historien implicitement modifié par son propre jugement de valeur* ».